

**Point de presse du porte-parole -
Suisse/Entretien de M. Jean-Yves
Le Drian avec son homologue, M.
Ignazio Cassis - Réunion des
présidents de région autour de M.
Jean-Yves Le Drian -
Ukraine/Retrait des représentants
russes du «centre conjoint de
contrôle et de coordination» -
Nations unies/Syrie/Aide
humanitaire/Adoption de la
résolution 2393 du conseil de
sécurité - Arabie saoudite/Tir d'un
missile en provenance du Yémen -
Corée du Nord
(Paris, 20 décembre 2017)**

Au point de presse de ce jour, le porte-parole adjoint a fait les déclarations et répondu aux questions suivantes :

1 - Suisse - Entretien de M. Jean-Yves Le Drian avec son homologue, M. Ignazio Cassis
(Paris, 19 décembre 2017)

M. Jean-Yves Le Drian a reçu le 19 décembre son homologue suisse, M. Ignazio Cassis. Il s'agissait du premier déplacement en France du nouveau conseiller fédéral chargé des affaires étrangères.

Les ministres se sont félicités de la grande qualité des relations entre nos deux pays, qui ont des liens historiques anciens et denses.

M. Jean-Yves Le Drian a souhaité approfondir avec son homologue le dialogue étroit que nous avons dans tous les domaines :

- les discussions ont permis d'évoquer les dossiers de politique étrangère, notamment en Méditerranée et au Proche-Orient, sur lesquels nous avons avec la Suisse des échanges réguliers ;

- les ministres ont discuté des différents volets de notre coopération transfrontalière. Plus de 180.000 Français résident en Suisse, pays qui accueille également chaque jour près de 175.000

travailleurs frontaliers. Près de 200.000 citoyens suisses résident pour leur part en France. M. Jean-Yves Le Drian et M. Ignazio Cassis ont salué à ce titre l'accord trouvé sur l'aéroport binational de Bâle-Mulhouse, qui entrera en vigueur le 1er janvier 2018, ainsi que l'excellente coopération transfrontalière, notamment en faveur du développement de l'agglomération transfrontalière genevoise. La Suisse est aujourd'hui le troisième partenaire commercial de la France (hors Union européenne), comme la France est le troisième partenaire de la Suisse ;

- les échanges ont par ailleurs porté sur les relations entre l'Union européenne et la Suisse, sur la négociation en cours d'un accord institutionnel et sur les enjeux de la sortie du Royaume-Uni.

2 - Réunion des présidents de région autour de M. Jean-Yves Le Drian (Paris, 20 décembre 2017)

M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, réunit le 20 décembre pour la seconde fois les présidents de région pour évoquer la réforme du commerce extérieur, en présence de M. Jean-Baptiste Lemoyne, secrétaire d'État.

À la demande des ministres de l'Europe et des affaires étrangères, de l'économie et des finances et de la cohésion des territoires, M. Christophe Lecourtier, nouveau directeur général de Business France, a été chargé de dresser les principales pistes de réforme visant à renforcer l'efficacité du dispositif d'accompagnement des entreprises à l'export, avec pour objectif de rattraper le retard de la France vis-à-vis de ses partenaires européens en termes de nombre d'entreprises exportatrices, s'agissant notamment des PME.

Les régions, qui disposent de compétences renforcées en la matière depuis la loi sur la nouvelle organisation territoriale du 7 août 2015, jouent un rôle central dans la réforme du dispositif d'appui des entreprises à l'export.

M. Jean-Yves Le Drian présentera aujourd'hui les conclusions du rapport Lecourtier aux présidents de région. Il lancera un processus de consultation pour mettre en oeuvre les recommandations du rapport, notamment s'agissant du renforcement de la collaboration entre l'ensemble des acteurs sur le territoire national, en particulier les chambres de commerce et Business France. Ces derniers pourront proposer une offre de services intégrée et une plateforme numérique aux régions et, sur cette base, mettre en place un guichet unique pour les entreprises.

À cette occasion, Mme Nathalie Loiseau, ministre chargée des affaires européennes, présentera les enjeux de la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne, au lendemain du conseil européen du 15 décembre.

3 - Ukraine - Retrait des représentants russes du «centre conjoint de contrôle et de coordination» (19 décembre 2017)

La France regrette le retrait, le 19 décembre, des représentants russes du «centre conjoint de contrôle et de coordination». Cette décision entame encore davantage la confiance entre les parties russe et ukrainienne dans le conflit dans le Donbass.

Créé en 2014, ce centre réunit à Soledar (Ukraine) des représentants des états-majors russes et ukrainiens. Il s'agit d'un mécanisme important pour la réduction des tensions et la mise en oeuvre des accords de Minsk, notamment s'agissant du retrait des armes lourdes, du déminage ou de la réparation d'infrastructures civiles le long de la ligne de contact. Il joue également un rôle-clé pour la sécurité des observateurs de la mission spéciale d'observation de l'OSCE, dont il est le principal point de contact sur le terrain.

La France est donc préoccupée par les conséquences que pourrait avoir ce retrait, tant sur la sécurité des personnels de l'OSCE, qui a déjà réduit la circulation de ses patrouilles, que sur les populations civiles, dont la situation est encore plus fragile en cette période hivernale. Nous invitons les autorités russes à revenir sur cette décision et souhaitons que l'accès au territoire ukrainien pour les représentants russes au centre conjoint soit garanti par les autorités ukrainiennes, conformément au droit en vigueur.

La France rappelle que la sécurité des observateurs de l'OSCE, garantie par les 57 États membres dans le mandat de la mission adopté par consensus, relève de la responsabilité première des parties. Les parties aux accords de Minsk s'y sont engagées au sein du groupe de contact trilatéral OSCE-Russie-Ukraine. La France réitère sa condamnation des tentatives d'intimidation, des restrictions de circulation et des menaces à la sécurité des observateurs. Celles-ci doivent cesser et les responsables doivent être poursuivis. Nous appelons à la pleine mise en oeuvre par les parties de leurs obligations au titre des accords de Minsk et à ce qu'un accès sûr à l'ensemble du territoire couvert par le conflit, y compris jusqu'à la frontière internationale, soit garanti pour les observateurs de l'OSCE, comme prévu par leur mandat.

4 - Nations unies - Syrie - Aide humanitaire - Adoption de la résolution 2393 du conseil de sécurité (New York, 19 décembre 2017)

La France salue l'adoption, le 19 décembre, de la résolution 2393 du conseil de sécurité. Celle-ci renouvelle pour un an le mécanisme d'acheminement de l'aide humanitaire transfrontalière et à travers les lignes de front en Syrie, créé en 2014 par la résolution 2165.

L'adoption de ce texte répond à un impératif pour les 13 millions de Syriens ayant besoin d'une aide humanitaire, dont beaucoup dépendent de la fourniture de l'aide transfrontalière et à travers les lignes de front. Elle permet ainsi aux Nations unies et à leurs partenaires de poursuivre leur mission en dépit de nombreuses difficultés.

Les besoins humanitaires restent considérables, en particulier dans la Ghouta orientale où 400.000 personnes assiégées attendent que l'aide humanitaire leur parvienne. Il est urgent que les alliés du régime de Bachar al-Assad prennent leurs dispositions pour que celui-ci cesse les bombardements et que cette aide parvienne de manière sûre, complète et sans entrave aux personnes qui en ont besoin.

Seule une solution politique permettra de mettre fin à la crise humanitaire. Il n'y a pas d'alternative. Les négociations inter-syriennes conduites sous l'égide des Nations unies à Genève sont le cadre légitime pour y parvenir.

5 - Arabie saoudite - Tir d'un missile en provenance du Yémen (19 décembre 2017)

La France condamne le tir d'un missile sur la capitale de l'Arabie saoudite par les rebelles houthis le 19 décembre.

Il s'agit d'une nouvelle atteinte à la sécurité de l'Arabie saoudite, à laquelle nous réaffirmons notre solidarité face aux menaces auxquelles elle est confrontée.

Il est essentiel que les parties yéménites reprennent, sans condition, les négociations de paix menées sous l'égide des Nations unies et de son envoyé spécial, M. Ismaïl Ould Cheikh Ahmed. Seule une solution politique est à même de ramener durablement la paix et la sécurité et de mettre un terme à la situation humanitaire dramatique.

Dans l'immédiat, la France appelle toutes les parties à assurer un accès complet, inconditionnel et sans entrave de l'aide humanitaire aux populations dans le besoin, ainsi qu'à procéder à la réouverture de l'ensemble des ports et aéroports aux livraisons commerciales, sans laquelle la crise ne peut être résolue.

Q - L'Iran a-t-elle à votre connaissance un lien avec le tir de missile mardi au-dessus de l'Arabie saoudite ? Plus généralement, les Gardiens de la Révolution arment-ils les rebelles houthis ?

R - Je vous renvoie à la déclaration que nous venons de faire.

Nous procédons à l'examen des informations à notre disposition. S'agissant des allégations de transfert de technologies balistiques aux rebelles houthis, il est important que les informations pertinentes fassent l'objet d'un examen rigoureux par le secrétariat des Nations unies.

En matière de transferts d'armes, la France appelle l'Iran à respecter pleinement toutes les dispositions de la résolution 2231 du conseil de sécurité.

6 - Corée du Nord

Q - Quel est l'objectif de la réunion qui se tiendra le 16 janvier à Vancouver sur le nucléaire nord-coréen : avant tout maintenir la pression sur Pyongyang ou jeter les bases d'un dialogue ? Le ministre français des affaires étrangères sera-t-il présent ?

R - La réunion des ministres des affaires étrangères qui se tiendra à Vancouver le 16 janvier 2018 devra permettre de souligner la mobilisation internationale face à la menace que la poursuite du programme nucléaire et balistique nord-coréen représente, tant pour la sécurité internationale et régionale que pour le régime de non-prolifération.

La priorité, dans le contexte actuel, va à la stricte mise en oeuvre des sanctions internationales adoptées par le conseil de sécurité des Nations unies. La fermeté est indispensable pour convaincre la Corée du Nord de revenir à la table des négociations en vue de la dénucléarisation de la péninsule coréenne. C'est ce qu'a rappelé M. Jean-Yves Le Drian lors de son déplacement à Washington le 18 décembre.

La France participera à la réunion prévue à Vancouver le 16 janvier. Nous vous préciserons le niveau de notre participation en temps utile./.